

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/N/1/GTM/1
14 novembre 2000

(00-4837)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: espagnol

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 63:2 DE L'ACCORD

GUATEMALA

Par des communications de sa Mission permanente, datées des 5 et 24 octobre 2000 et du 7 novembre 2000, le Guatemala a notifié, ainsi qu'il est indiqué ci-après, ses principales lois et réglementations sur la propriété intellectuelle et la liste des autres lois et réglementations connexes, au titre de l'article 63:2 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et de la Décision du Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce du 21 novembre 1995, reproduite dans le document IP/C/2:

- On trouvera à l'annexe I les "Principales lois et réglementations consacrées à la propriété intellectuelle".
- On trouvera à l'annexe II les "Autres lois et réglementations".
- Les réponses du Guatemala à la liste des questions concernant les moyens de faire respecter les droits.¹

¹ Voir le document IP/N/6/GTM/1.

ANNEXE I

PRINCIPALES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS CONSACRÉES À LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

- Décret n° 57-2000 – Loi sur la propriété industrielle²

Publication dans le Journal officiel du 27 septembre 2000.
Entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2000.

- Décret n° 33-98 – Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes³

Publication dans le Journal officiel du 21 mai 1998.
Entrée en vigueur le 21 juin 1998.

Comme modifié par le Décret n° 56-2000.
Publication dans le Journal officiel du 27 septembre 2000.
Entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2000.

Note: Les réglementations portant application des principales lois sont en cours d'élaboration et seront notifiées ultérieurement.

² Voir le document IP/N/1/GTM/I/1/Rev.1.

³ Voir le document IP/N/1/GTM/C/1/Rev.1.

ANNEXE II

AUTRES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p><u>Constitution politique de la République du Guatemala</u>, du 31 mai 1985. (Articles 39, 41, 42, 57, 59, 62, 63 et 119)</p> <p>Entrée en vigueur: 14 janvier 1986.</p> <p><u>Décret n° 2-89 - Loi sur l'organisation de la justice</u>, du 10 janvier 1989. (Article 188)</p> <p>Entrée en vigueur: 28 mars 1989.</p> <p><u>Décret n° 17-73 – Code pénal</u>, du 27 juillet 1973. (Articles 274; 274 "A", "B", "C", "D", "E", "F" et "G"; et 275)</p> <p>Entrée en vigueur: 15 septembre 1973.</p> <p><u>Décret n° 51-92 – Code de procédure pénale</u>. (Articles 5, et 70 à 463)</p> <p>Entrée en vigueur: 28 septembre 1993.</p> <p><u>Décret n° 107 – Code de procédure civile et commerciale</u>, du 14 septembre 1963. (Articles 61, 63, 66, 67, 96 à 210, et 596 à 635)</p> <p>Entrée en vigueur: 1^{er} juillet 1964.</p> <p><u>Décret n° 119-96 – Loi sur le contentieux administratif</u>, du 21 novembre 1996. (Articles 1^{er} à 19)</p> <p>Entrée en vigueur: 20 janvier 1997.</p>	<p>Reconnaît et garantit le droit à la propriété privée. Reconnaît la propriété exclusive de l'auteur et de l'inventeur sur ses œuvres et créations, et oblige l'État à développer et promouvoir la culture, les arts et l'innovation technologique.</p> <p>Établit les principes concernant les mandataires judiciaires pour ester en justice.</p> <p>Fixe les peines applicables aux atteintes à la propriété intellectuelle.</p> <p>Énonce la procédure pénale applicable aux actions pénales en cas d'atteinte à la propriété intellectuelle.</p> <p>Énonce la procédure civile applicable aux actions civiles conformément aux lois sur la propriété intellectuelle.</p> <p>Fixe les principes administratifs et les moyens de faire opposition aux décisions prononcées par le Registre de la propriété intellectuelle, ainsi que tout ce qui a trait aux procédures administratives, leur engagement d'office et les moyens de rejeter les décisions.</p>

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p><u>Décret n° 114-97 – Loi sur le pouvoir exécutif</u>, du 3 novembre 1997. (Article 32, alinéas a) et b))</p> <p>Entrée en vigueur: 18 décembre 1997.</p> <p><u>Décret n° 2-70 – Code du commerce</u>, du 28 janvier 1970. (Articles 4, 362 à 367, 655, 657 et 668)</p> <p>Entrée en vigueur: 30 mars 1970.</p> <p><u>Décision gouvernementale n° 182-2000</u> – <u>Réglementation du Ministère de l'économie</u>, du 12 mai 2000. (Article 29)</p> <p>Entrée en vigueur: 26 mai 2000.</p> <p><u>Décret n° 9-98 – Loi sur l'investissement étranger</u>, du 20 février 1998. (Articles 2, 5 et 7)</p> <p><u>Décret-loi n° 1-85 – Loi sur la protection du</u> <u>consommateur</u>, du 14 janvier 1985. (Articles 2, 3 alinéa 5, et 14 alinéa 4)</p> <p>Entrée en vigueur: 15 janvier 1985.</p> <p><u>Décret-loi n° 106 – Code civil</u>, du 14 septembre 1963. (Articles 442, 443, 451, 464, 468, 470, 485, 486 et 490)</p> <p>Entrée en vigueur: 1^{er} juillet 1964.</p> <p><u>Décret n° 1441 – Code du travail</u>, du 5 mai 1971. (Article 63)</p> <p>Entrée en vigueur: 5 juillet 1971.</p>	<p>Fixe les principes relatifs à la protection du consommateur, à la promotion de la concurrence et à la répression juridique de la concurrence déloyale.</p> <p>Concerne les aspects liés à la concurrence déloyale, aux entreprises commerciales et aux marques et brevets, ainsi qu'aux noms commerciaux, aux avis et annonces se rapportant aux entreprises.</p> <p>Établit le Registre de la propriété intellectuelle, qui est l'organisme chargé de promouvoir les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle, ainsi que de l'inscription et de l'enregistrement de ces derniers.</p> <p>Reconnaît à l'investisseur étranger le plein droit de propriété sur ses investissements et l'usage, la jouissance et le plein contrôle de ces investissements.</p> <p>Protège le consommateur contre tout acte ou procédure qui altère ou vise à altérer la qualité des produits et assure la protection des marchandises.</p> <p>Concerne les biens qui peuvent faire l'objet d'une appropriation, la propriété et le respect des droits de propriété et les droits d'auteur.</p> <p>Régit l'obligation pour les travailleurs de garder les secrets techniques, commerciaux ou de fabrication des produits, dont la divulgation peut causer préjudice à l'entreprise.</p>

<p>TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR</p>	<p>BRÈVE DESCRIPTION</p>
<p><u>Décret n° 70-96 – Loi pour la protection des sujets parties à une procédure et des personnes liées à l'administration de la justice pénale,</u> du 27 août 1996. (Articles 2, 10 et 11 alinéa a))</p> <p>Entrée en vigueur: 27 décembre 1996.</p>	<p>A pour objet essentiel d'offrir une protection à des personnes exposées à des risques du fait de leur intervention dans des affaires pénales comme témoins, ou des renseignements liés aux délits qu'elles communiquent.</p>
<p><u>Décret n° 41-92 – Loi régissant l'utilisation et la captation de signaux par satellite et leur distribution par câble,</u> du 26 mai 1992. (Article 9 alinéa g))</p>	<p>Établit que le concessionnaire du service de télévision par câble est le seul responsable de la captation des signaux par satellite, de leur distribution, ainsi que de la station terrienne et de la distribution par câble du signal, sans préjudice des sanctions de caractère civil, pénal ou autre qui peuvent être applicables conformément aux lois de la République ou aux traités internationaux ratifiés par le Guatemala.</p>
<p><u>Décret n° 94-96 – Loi générale sur les télécommunications,</u> du 17 octobre 1996. (Article 28)</p> <p>Entrée en vigueur: 17 novembre 1996.</p>	<p>Établit que tout opérateur de réseaux commerciaux de télécommunication doit garantir l'accès aux ressources essentielles à tout opérateur qui en fait la demande, moyennant une rémunération. L'accès doit être accordé avec le niveau de qualité et pour les nœuds demandés, à condition que cela soit techniquement réalisable.</p>
<p><u>Décret-loi n° 433 – Loi sur la radiodiffusion,</u> du 10 mars 1976. (Article 41 n° 12) et 15))</p>	<p>Interdit la retransmission simultanée ou en différée, totale ou partielle, de programmes diffusés par des stations étrangères ou nationales, sans l'autorisation préalable de la station d'origine.</p>
<p><u>Décret n° 37-95,</u> du 15 mai 1995. (Article 1^{er})</p>	<p>Porte approbation de l'Acte final reprenant les résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay.</p>
<p><u>Convention interaméricaine sur le droit d'auteur des œuvres littéraires, scientifiques et artistiques.</u> <u>Washington,</u> du 22 juin 1946, adoptée par le Décret n° 844 du 7 novembre 1951 et ratifiée le 10 janvier 1952.</p>	<p>Normes internationales relatives au droit d'auteur des œuvres littéraires, scientifiques et artistiques.</p>
<p><u>Convention universelle sur le droit d'auteur et Protocoles.</u> Genève, du 6 septembre 1952, adoptés par le Décret-loi n° 251 du 16 juillet 1964 et ratifiés le 17 juillet 1964.</p>	<p>Normes internationales relatives au droit d'auteur, et complétées par leurs Protocoles respectifs.</p>

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p><u>Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion. Rome,</u> du 26 octobre 1961, adoptée par Décret n° 37-76 du 29 octobre 1976.</p> <p><u>Convention pour la protection des producteurs de phonogrammes contre la reproduction non autorisée de leurs phonogrammes. Genève,</u> du 29 octobre 1971, adoptée par Décret n° 36-76 et ratifiée le 3 novembre 1976.</p> <p><u>Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques – Acte de Paris,</u> du 24 juillet 1971, modifiée le 2 octobre 1979, adoptée par le Congrès de la République par le Décret n° 71-95, ratifiée le 20 juin 1996 et publiée dans le Journal officiel du 26 août 1997.</p> <p><u>Convention générale interaméricaine sur la protection des marques de fabrique et des droits commerciaux. Washington,</u> du 20 février 1929, et publiée dans le Journal officiel du 9 décembre 1929.</p> <p><u>Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle,</u> du 20 mars 1883, modifiée le 2 octobre 1979, ratifiée le 20 avril 1998 et publiée dans le Journal officiel du 31 juillet 1998.</p>	<p>Normes internationales relatives aux artistes interprètes ou exécutants, aux producteurs de phonogrammes et aux organismes de radiodiffusion.</p> <p>Normes internationales relatives aux producteurs de phonogrammes contre la reproduction non autorisée de leurs phonogrammes respectifs.</p> <p>Normes relatives aux œuvres littéraires et artistiques.</p> <p>Normes internationales relatives aux marques, à la répression de la concurrence déloyale et aux fausses indications d'origine géographique.</p> <p>Norme internationale relative à la propriété industrielle.</p>